

ANNEXE 2 - REGLES COMPTABLES APPLICABLES AUX GARANTIES ET AUX FINANCEMENTS

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLICABLES AUX GARANTIES

Au 31 décembre de chaque année, Bpifrance Assurance Export établit pour les opérations qu'elle effectue au titre des Garanties mentionnées aux a) à f) de l'article 3 de la Convention un dossier annuel composé des éléments suivants :

- un compte rendu de gestion des Garanties pour l'exercice écoulé,
- un bilan,
- un compte de résultat,
- l'annexe,
- les états détaillés.

Les comptes définitifs non audités de l'année n-1 présentés par Bpifrance Assurance Export, dans une version allégée, sont transmis annuellement avant le 1^{er} mars de l'année n. La version auditée des comptes n-1 est transmise avant le 31 mai de l'année par l'auditeur désigné par l'Etat et sous réserve que BPI Assurance Export ait transmis les éléments susmentionnés dans les délais impartis.

Dans la continuité des exercices précédents, les principes comptables généraux utilisés pour l'enregistrement comptable des opérations effectuées sont les suivants :

- continuité de l'exploitation,
- spécialisation des exercices,
- rattachement des charges aux produits de l'exercice,
- nominalisme,
- prudence,
- permanence des méthodes,
- non compensation,
- intangibilité du bilan d'ouverture.

Pour l'enregistrement comptable des opérations au nom, sous le contrôle et pour le compte de l'Etat, Bpifrance Assurance Export utilise tous les comptes appropriés. Elle utilise en outre tous sous comptes qui, compte tenu de son organisation comptable, sont nécessaires à l'enregistrement des opérations, à la passation des écritures d'inventaire, à l'établissement et à la justification des éléments du dossier annuel. Les opérations sont enregistrées en devises et contre valorisées en devise EUR.

Les modalités d'enregistrement comptable propres aux Garanties mentionnées aux a) à e) de l'article 3 de la Convention sont détaillées dans les articles suivants. Le résultat des contrats de ces Garanties est appréhendé dès la clôture de l'exercice au cours duquel la souscription intervient. Les flux techniques sont enregistrés par exercice de souscription sur toutes les garanties.

Provision pour risques et charges : Les litiges avec les assurés font l'objet d'une analyse individuelle sur la probabilité de condamnation.

La rémunération de l'état ne fait plus l'objet d'un enregistrement comptable dans les comptes de Bpifrance Assurance-export Etat. Celle-ci est comptabilisée sur une ligne budgétaire dédiée dans le CGE.

Les opérations relatives aux Garanties mentionnées aux g) à h) de l'article 3 de la Convention et aux Financements, seront traitées en gestion pour compte de tiers à partir des mouvements de trésorerie uniquement. La comptabilisation des engagements afférents à ces Garanties et aux Financements relève de la responsabilité de l'Etat.

2. PRINCIPES COMPTABLES PROPRE AUX GARANTIES

2.1 ASSURANCE-CREDIT MOYEN TERME

2.1.1 Primes

- Primes émises

Les primes sont émises :

- S'agissant des polices exportateurs :
 - Soit en totalité à la signature de la police
 - Soit en partie à la signature et le solde en une ou plusieurs échéances
- S'agissant des polices banques :
 - Soit en totalité à la signature de la police
 - Soit en totalité au premier tirage sur le crédit acheteur
 - Soit au fur et à mesure des tirages sur le crédit acheteur

Elles sont enregistrées en compte de résultat à l'émission du décompte.

- Primes à émettre

Lors de chaque arrêté comptable, pour les polices couvrant les crédits fournisseurs dont les primes sont échéancées et pour les polices couvrant les crédits acheteurs, le montant des échéances de primes postérieures à la clôture de l'exercice est enregistré en primes à émettre.

Il en va de même des primes relatives aux contrats commerciaux entrés en vigueur sans police mais avec promesse de garantie.

Le calcul des primes à émettre est effectué dossier par dossier sur la base du montant réel restant à émettre. Dans le cas où le montant réel de prime n'a pas encore été établi, les primes à émettre sont calculées sur la base d'un taux de prime estimé en fonction de la catégorie prime conformément à la dernière tarification en vigueur et de la note de l'acheteur.

- Primes non acquises

Aucune provision pour primes non acquises n'est comptabilisée pour la garantie Assurance-Crédit Moyen Terme.

2.1.2 Sinistres

- Provision pour sinistres futurs (IBNR)
 - i. Règle générale

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistres futurs est comptabilisée. Son évaluation repose sur la meilleure estimation du risque à venir dont l'appréciation est appréhendée par un ensemble homogène de risques. L'estimation du risque futur est fondée sur l'Arrangement OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (« l'Arrangement »). Cet accord fixe par catégories de pays, définies dans le cadre de réunions multilatérales, un taux de prime et prévoit un ajustement possible de ce taux en fonction des garanties accordées.

ii. Contrats dits « standards » et « spéciaux »

Pour les contrats dits « standards », les provisions pour sinistres futurs sont calculées dossier par dossier, en multipliant l'encours garanti à échoir à la date de clôture par le taux de prime actualisé, conformément à la tarification de prime en vigueur à la date de clôture, en tenant compte de la période de garantie restant à courir. Les provisions pour sinistres futurs sont reprises dans le temps, en fonction de la durée restant à courir et de l'assiette garantie à date d'arrêt, au fur et à mesure du déroulement des contrats, sauf dégradation/amélioration du profil de risque du débiteur.

Pour les contrats dits « spéciaux », conformément aux dispositions spécifiques de l'Arrangement, certains sont tarifés en utilisant un taux de prime ne suivant pas les dispositions générales :

- Pays acheteur à haut revenu, non revu ni classé par l'Arrangement (dit Catégorie 0)
- Contrat soumis aux accords sectoriels (dispositions particulières) définis par l'Arrangement, pour lesquels les dispositions générales ne s'appliquent pas (ex. : secteur naval et aéronefs civils)

Pour ces contrats, dont le taux de prime est dit « ad hoc » (catégorie 0), un complément de provision est enregistré dans les comptes annuels, lorsque le taux de prime utilisé pour la tarification est inférieur au taux de prime, défini dans les dispositions générales de l'Arrangement. Ce complément de provision correspond à l'écart entre la provision pour sinistres futurs, calculée selon la méthode définie ci-dessus, avec le taux de prime utilisé lors de la tarification et la provision pour sinistres futurs, calculée avec le taux de prime défini dans les dispositions générales de l'Arrangement, soit la catégorie 1.

Compte tenu de la spécificité de ces contrats (volatilité, fréquence faible et montants élevés, opérations atypiques, sans marché actif, difficultés à évaluer les recours) et de la complexité d'en évaluer le risque, cette provision pour contrats spéciaux est constituée conformément au principe comptable de prudence et est fondée sur des données externes et objectives (coefficient OCDE).

La provision fait l'objet d'une reprise dans le temps, en fonction de la durée restant à courir et de l'assiette garantie à date d'arrêt, au fur et à mesure du déroulement du contrat, sauf dégradation ou amélioration du profil de risque du débiteur, et selon une méthodologie identique aux provisions pour sinistres futurs des contrats standards.

iii. Autres règles

Pour les contrats faisant l'objet d'une police garantissant le risque d'interruption de contrat d'une part et d'une police garantissant le risque de non-paiement d'autre part, seule la police couvrant le risque de non-paiement, qui représente le montant maximal indemnisable, fait l'objet d'un calcul d'IBNR.

- Provision complémentaire

Lors de chaque arrêté comptable, des provisions complémentaires sont constituées sur l'encours à échoir des dossiers en aggravation du risque et se substituent à l'IBNR dédiée aux dossiers « sains » sans risque aggravé.

- Prévision de récupération sur provision complémentaire

Lors de chaque arrêté comptable, une prévision de récupération est estimée, selon le cas, en fonction du taux pays calculé pour les acheteurs publics ou dossier par dossier pour les acheteurs privés.

- Provision pour menace de sinistre

La déclaration de menace de sinistre par l'assuré constitue le fait générateur du risque d'indemnisation.

Lors de chaque arrêté comptable, pour chaque menace de sinistre déclarée, une provision pour menace de sinistre est enregistrée

La provision est égale :

- Pour ce qui concerne les échéances non-incluses dans un accord de rééchelonnement, au montant (solde) des échéances déclarées impayées, affecté de la quotité garantie.
 - Pour ce qui concerne les échéances incluses dans un accord de rééchelonnement, au solde impayé des échéances, échues ou à échoir, puisque ces échéances ne feront l'objet d'une activation de créance au bilan qu'après indemnisation, affecté de la quotité garantie.
 - Pour les menaces de sinistre concernant une garantie contre le risque d'interruption de contrat, la provision pour menace de sinistre est égale au montant présumé de la perte, affecté de la quotité garantie.
- Prévion de récupération sur menaces de sinistres

Lors de chaque arrêté comptable, pour chaque menace de sinistre provisionnée, une prévion de récupération est estimée selon le cas, en fonction du taux pays, pour les acheteurs publics ou dossier par dossier pour les acheteurs privés.

- Indemnités

Les indemnités sont versées à l'assuré à l'issue du délai constitutif de sinistre. Elles sont enregistrées en compte de résultat à l'émission du décompte.

i. Risque de non-paiement

Le risque de non-paiement se réalise dès lors que la créance garantie reste impayée à l'une de ses échéances. Le délai constitutif de sinistre est variable selon le fait générateur de sinistre.

L'indemnisation de l'assuré fait naître un droit à récupération auprès du débiteur étranger. L'enregistrement de ce droit diminue la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif sur le débiteur étranger.

Les créances inscrites à l'actif incluent la part à récupérer pour le compte de l'assuré. Cette part est comptabilisée au passif du bilan dans les autres dettes envers les assurés.

Lors de la signature d'un accord multilatéral, la créance activée initialement au titre de créance non consolidée, et ses droits attachés, sont transférés en créances consolidées (créance primaire). Au moment de la signature de l'accord bilatéral, les créances abandonnées sont annulées. La part Assuré est constatée au passif en fonction de la quotité garantie et du coefficient de partage qui résulte de la consolidation ou des consolidations successives.

ii. Risque d'interruption de contrat

Le risque d'interruption de contrat se réalise dès lors que l'exécution du contrat garanti est interrompue pendant une période de six mois.

Lors de chaque arrêté comptable, pour chaque indemnité versée en interruption de contrat, une prévion de récupération est constituée. Son estimation repose sur une évaluation de la récupérabilité, dossier par dossier.

- Récupérations

Les règlements perçus par l'assuré après indemnisation donnent lieu à récupérations enregistrées en résultat dès l'émission du décompte.

L'enregistrement de la récupération diminue le montant de la créance activée sur le débiteur étranger et la part assuré comptabilisée au passif du bilan.

Les règlements perçus au titre d'un accord de consolidation donnent lieu, après répartition, à récupérations enregistrées en compte de résultat.

L'enregistrement des récupérations diminue le montant de la créance activée sur le débiteur étranger et la part assuré comptabilisée au passif du bilan.

- Autres produits techniques

Au moment de la signature d'un l'accord bilatéral, les intérêts de retard sur créances consolidées sont capitalisés et activés au bilan (créances secondaires).

Les intérêts moratoires sur accords de consolidation sont comptabilisés à leur échéance et viennent en augmentation de la créance dans un compte distinct.

Les règlements perçus au titre du capital secondaire et des intérêts moratoires sur accords de consolidation donnent lieu à des intérêts perçus enregistrés en compte de résultat à la date de la répartition.

Lors de chaque arrêté comptable, des écritures d'inventaire sur accords de consolidation, sont constituées au titre :

- des intérêts de retard capitalisés sur créances consolidées, en cas de signature d'un accord multilatéral.
- des pénalités de retard découlant des accords contractuels en cours avec les pays débiteurs. Elles sont calculées et comptabilisées sur avis de l'Etat en fonction des négociations.
- des intérêts courus non échus.

Ces intérêts et pénalités sont enregistrés en écritures d'inventaire en compte de produits à recevoir et de créance activée au bilan. La part Assuré de ces intérêts est portée au passif du bilan en autres dettes envers les assurés.

- Dépréciation du droit à récupération

A chaque arrêté comptable, la récupérabilité des créances est appréciée pays par pays pour les créances publiques et débiteur par débiteur pour les créances sur débiteurs privés. Les différences d'appréciation d'un arrêté à l'autre sont constatées dans les charges de sinistres.

Le taux de dépréciation de chaque pays est apprécié par référence à la méthodologie OCDE (fonction de la catégorie de risque et du niveau de revenu des pays par habitant selon la classification établie par la Banque Mondiale) et sur la base de l'expérience des paiements.

Le taux de dépréciation sur acheteur privé est déterminé à dire d'expert lors d'un comité annuel.

Les pénalités de retard sont provisionnées à 100% lorsqu'elles ne sont pas facturées aux pays débiteurs et au taux de provision de la créance principale dans les autres cas.

2.1.3 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.1.4 Engagements donnés et reçus

Les affaires sur lesquelles a été délivrée une promesse de garantie font l'objet d'une inscription au hors bilan sous le poste « engagements reçus et donnés », à hauteur de l'indemnité maximale, tant que le contrat commercial n'est pas entré en vigueur ou l'avion livré.

Dès l'entrée en vigueur du contrat commercial ou la livraison de l'avion, des primes à émettre et IBNR sont provisionnés.

2.2 ASSURANCE-CREDIT COURT TERME

2.2.1 Primes

Les primes sont émises :

- Dès réception de la déclaration de chiffre d'affaires dans le cas des polices " revolving ". Les primes sont enregistrées par année d'exportation.
- A la notification de l'entrée en vigueur du contrat commercial (accusé de réception de la première notification de commande) dans le cas des polices-contrats. L'année de souscription est l'année de conclusion du contrat commercial.

A chaque arrêté comptable, il est procédé à une évaluation des primes à émettre. Cette évaluation est effectuée selon une méthode statistique basée sur l'expérience de Bpifrance Assurance-Export.

2.2.2 Primes non acquises

Aucune provision pour Primes non acquises n'est comptabilisée pour la garantie Assurance-Crédit Court Terme.

2.2.3 Sinistres

- Provision pour menaces de sinistres

La déclaration de menace de sinistre par l'assuré constitue le fait générateur du risque d'indemnisation.

Pour chaque menace de sinistre déclarée, une provision pour menace de sinistre est enregistrée. Cette provision est revue au minimum à chaque arrêté en fonction des événements intervenus ; elle est égale au montant (solde) des échéances impayées garanties affecté de la quotité garantie dans la limite des garanties accordées.

- Estimation des prévisions de récupération sur sinistres déclarés

Pour chaque menace de sinistre provisionnée, une prévision de récupération est estimée. Cette prévision de récupération est estimée à compter de 1999, dossier par dossier. Lorsque l'appréciation du gestionnaire le justifiait, il a été utilisé le taux de récupération pays calculé par Bpifrance Assurance-Export suivant l'expérience du passé.

- Provision pour sinistres futurs

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistres futurs est comptabilisée. Son évaluation repose sur la meilleure estimation du risque à venir dont l'appréciation est appréhendée par ensemble homogène de risques.

Pour l'estimation du risque futur pris avant 1999, il a été utilisé une approche basée sur le taux de prime de la catégorie de risque et sur la durée de période sous risque couverte par les primes émises.

- Risques postérieurs à 1999

Le mécanisme de réassurance a été mis en place avec l'Etat pour des opérations spécifiques (cession à 100% des primes et des sinistres) et des risques pris sur une liste de pays définis.

Bpifrance Assurance-Export délègue à Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE) la notation et l'arbitrage de l'agrément d'assurance sur la base des critères définis par Bpifrance Assurance-Export. Les opérations sont comptabilisées pour chacun des postes du bilan et du compte de résultat (primes, sinistres, provisions de sinistres).

- Sinistres indemnisés

L'indemnisation de l'assuré fait naître un droit à récupération auprès du débiteur étranger. L'enregistrement de ce droit diminue la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif sur le débiteur étranger.

Les créances inscrites à l'actif incluent la part à récupérer pour le compte de l'assuré. Cette part est comptabilisée dans les autres dettes envers les assurés.

Les créances comptabilisées au bilan d'ouverture et au bilan de clôture, ont été évaluées d'après le fichier historique des indemnités payées. Ce fichier reprend l'ensemble des sommes qui ont été versées aux assurés, diminuées des sommes obtenues des débiteurs étrangers. Pour reconstituer la base brute totale initiale, Bpifrance Assurance-Export utilise pour le risque politique une évaluation basée sur son expérience de la quotité garantie moyenne et, pour le risque commercial extraordinaire, le pourcentage d'indemnisation.

Les indemnités payées au titre du risque commercial extraordinaire, dont les recours ont été abandonnés par décision de gestion antérieurement à la mise en place des procédures du comité de caducité, n'ont pas été activées. Cette non-activation n'a aucun impact sur la situation patrimoniale car les créances en cause auraient été intégralement dépréciées dans le cadre de l'établissement des comptes annuels.

- Dépréciation du droit à récupération

A chaque arrêté comptable, une provision de non-récupération est estimée selon le cas de façon statistique ou individuelle. Les différences d'appréciation d'un arrêté à l'autre doivent être constatées dans les charges de sinistres.

2.2.4 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.3 ASSURANCE PROSPECTION

2.3.1 Contrats d'assurance prospection

2.3.1.1 Primes

- Primes émises

Les primes sont émises à la signature du contrat.

Leur montant est exprimé contractuellement en fonction d'un pourcentage des budgets garantis.

Elles sont enregistrées en compte de résultat lors de la comptabilisation de l'appel de fonds, lors du premier décaissement d'avance de fonds.

- Primes à émettre

Les primes de contrats signés, non émises en fin d'exercice, sont comptabilisées en primes à émettre.

- Primes non acquises

Aucune provision pour prime non acquise n'est comptabilisée.

2.3.1.2 Prestations

- Indemnité provisionnelle

Les indemnités provisionnelles sont les sommes versées aux assurés :

- 50% à la signature du contrat
- le solde est versé dans le délai maximum de la période de prospection, sur la base d'un Etat récapitulatif des Dépenses Eligibles.

Elles sont enregistrées en compte de résultat lors de la comptabilisation de l'appel de fonds.

Le versement d'une indemnité provisionnelle fait naître un droit à récupération auprès de l'assuré. L'enregistrement de ce droit vient en diminution de la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif.

- Amortissement

Un Remboursement Forfaitaire Minimum (RFM) de 30% des indemnités versées est perçu à l'issue de la période de franchise, quel que soit le chiffre d'affaires export généré.

A l'issue de la période de franchise, les reversements perçus en période d'amortissement sont fonction des recettes d'exportation obtenues par l'assuré sur la zone garantie :

- si le chiffre d'affaires export est supérieur ou égal à 10 fois la somme des indemnités versées, remboursement de l'intégralité des indemnités versées,
- si le chiffre d'affaires export est inférieur à 3 fois la somme des indemnités versées, le remboursement est limité au RFM,
- dans les autres cas, le remboursement est calculé en fonction du chiffre d'affaires export généré.

Les reversements perçus sont enregistrés en diminution des créances.

En fin de contrat, le solde des indemnités provisionnelles non récupérées est passé en charge de sinistre.

- Annulation de contrat

L'annulation du contrat donne lieu à reversement par l'assuré du solde financier du dossier correspondant aux indemnités qui lui ont été versées.

Ces reversements sont enregistrés en compte de résultat lors de l'émission du décompte.

Ils sont enregistrés en diminution des créances.

- Provision pour sinistralité ultime

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistres futurs est comptabilisée au passif du bilan.

Cette provision correspond ainsi à la part estimée des créances et indemnités provisionnelles futures qui ne sera jamais reversée par l'assuré.

Son évaluation repose sur la prise en compte du deuxième versement et des contrats envoyés signés mais non encore décaissés.

2.3.1.3 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.3.2 Contrats d'assurance prospection

2.3.2.1 Primes

- Primes émises

Les primes sont émises à la signature du contrat et des avenants de renouvellement.

Leur montant est exprimé contractuellement en fonction d'un pourcentage des budgets garantis.

Elles sont enregistrées en compte de résultat lors de l'émission du décompte.

- Primes à émettre

Les primes de contrats signés, non émises en fin d'exercice, sont comptabilisées en primes à émettre.

Le montant des primes relatives aux échéances du contrat postérieures à la clôture de l'exercice est également enregistré en provision pour primes à émettre.

Son évaluation repose sur l'estimation des primes à émettre du portefeuille, appréhendée par type de contrat et par exercice de souscription. Elle est calculée, pour l'ensemble des contrats en cours, à l'aide de modèles mathématiques à partir de l'expérience du passé.

- Primes non acquises

Aucune provision pour prime non acquise n'est comptabilisée.

2.3.2.2 Prestations

- Indemnité provisionnelle

Les indemnités provisionnelles sont les sommes versées aux assurés après l'échéance de chacun des exercices de garantie lorsque les recettes d'exportation sont insuffisantes pour couvrir les dépenses de prospection.

Elles sont enregistrées en compte de résultat lors de l'émission du décompte.

Le versement d'une indemnité provisionnelle fait naître un droit à récupération auprès de l'assuré. L'enregistrement de ce droit vient en diminution de la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif.

- Amortissement

Les reversements perçus en période d'amortissement sont fonction des recettes d'exportation obtenues par l'assuré sur la zone garantie, auxquelles est appliqué un taux défini dans le contrat. Ils sont enregistrés en compte de résultat lors de l'émission du décompte.

Les reversements perçus sont enregistrés en diminution des créances.

En fin de contrat, le solde des indemnités provisionnelles non récupérées est passé en charge de sinistre.

- Annulation de contrat

L'annulation du contrat donne lieu à reversement par l'assuré du solde financier du dossier correspondant aux indemnités qui lui ont été versées nettes des amortissements perçus.

Ces reversements sont enregistrés en compte de résultat lors de l'émission du décompte.

Ils sont enregistrés en diminution des créances.

- Provision pour sinistralité ultime

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistralité ultime est comptabilisée au passif du bilan.

Cette provision correspond ainsi à la part estimée des créances et indemnités provisionnelles futures qui ne sera jamais reversée par l'assuré.

Pour les polices de type « AP », son évaluation repose sur l'estimation de la sinistralité ultime du portefeuille, appréhendée par type de contrat et par exercice de souscription. Elle est calculée, pour l'ensemble des contrats en cours, à l'aide de modèles mathématiques à partir de l'expérience du passé.

2.3.2.3 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.3.3 Garantie des crédits de financement d'Assurance Prospection

Cette garantie, délivrée aux banques via une notification d'agrément, porte sur un financement annuel adossé au montant du budget garanti au titre de l'assurance prospection délivrée à l'entreprise.

2.3.3.1 Primes

- Primes émises

Les primes émises sont émises semestriellement sur le montant des crédits garantis sur la période.

Les primes émises sont enregistrées en résultat lors de l'émission du décompte.

2.3.3.2 Sinistres

- Indemnités

La perte indemnisable est égale au solde du compte de pertes établi par l'assuré, le produit du transfert du droit à indemnité découlant du contrat d'assurance prospection ayant été porté au crédit de ce compte de pertes. L'indemnité est versée dans les 30 jours qui suivent la fin du délai constitutif de sinistre (carence ou insolvabilité de l'entreprise).

Les indemnités sont enregistrées en compte de résultat dès l'émission du décompte.

- Récupérations

Les règlements perçus par l'assuré après indemnisation donnent lieu à récupérations enregistrées en résultat dès l'émission du décompte.

2.3.3.3 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.4 GARANTIE DE CHANGE

L'enregistrement comptable et l'appréhension des résultats des opérations de garantie de change sont fonction du type de portefeuille auquel appartiennent les contrats et du stade de déroulement de la garantie.

On distingue trois types de portefeuille :

- Le portefeuille des garanties mutualisables, caractérisé par un nombre important d'éléments de faible montant individuel, un niveau significatif de détail des bases statistiques et une stabilité importante des taux de conclusion.
- Le portefeuille des garanties spécifiques modélisables, caractérisé par la capacité de mener une analyse dossier par dossier et d'en déduire des hypothèses de conclusion suffisamment fiables et précises. Ce portefeuille est géré suivant les méthodologies des garanties mutualisables.
- Le portefeuille des garanties spécifiques non modélisables, pour lequel des modèles basés sur l'observation du passé ne sont pas suffisamment vérifiables compte tenu de l'étroitesse et de la disparité de la population.

Et deux stades de déroulement de la garantie :

- La période de validité qui s'étend de la date de la souscription de la garantie jusqu'à la date d'entrée en vigueur du contrat commercial sous-jacent.
- La période de réalisation qui débute à la date de l'entrée en vigueur du contrat commercial sous-jacent jusqu'à la date de la fin de la garantie.

2.4.1 Primes

- Primes émises

Les primes émises sont de deux types :

- Les primes d'engagement émises lors de la souscription de la garantie, et susceptibles d'être partiellement r  troced  es par l'assuré en cas d'annulation de la garantie,
- Les primes de prorogation émises en cas de prorogation de la garantie, et partiellement restituables.

Les primes émises ou r  troced  es sont enregistr  es en résultat lors de l'émission du décompte.

- Primes non acquises
- Primes d'engagement

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour rétrocession de primes d'engagement est constitu  e au passif. La différence avec le solde précédent est enregistr  e en résultat en variation de provisions pour primes.

La provision est reprise définitivement lors de l'annulation de la garantie par l'assuré, l'arriv  e en fin de validité ou la conclusion du contrat commercial sous-jacent.

- Primes de prorogation

S'agissant de primes factur  es à terme d'avance, les primes de prorogation font l'objet, lors de chaque arrêté comptable, d'une provision pour primes émises non acquises enregistr  e au passif par la contrepartie du résultat.

La provision est reprise *pro rata temporis* en résultat sur la durée de référence du décompte.

- Primes à émettre

Sauf exception, aucune provision n'est comptabilisée en primes à émettre.

2.4.2 Prestations

- Provisions pour sinistres
- Sur garanties mutualisables et spécifiques modélisables en période de validité

Lors de chaque arrêté comptable, la valeur probable des flux futurs de prestations est estimée en fonction de différents paramètres tels que l'hypothèse de taux d'entrée en vigueur, le niveau estimé des devises, le terme des garanties.

La valorisation de ces flux tient également compte des coûts des couvertures futures sur le marché ainsi que d'une décote pour refléter le risque d'erreur lié au modèle de valorisation utilisé.

Ces valorisations sont enregistr  es dans des comptes de provisions pour sinistres repris à l'actif s'il s'agit d'une estimation de flux à recevoir, ou au passif s'il s'agit d'une estimation de flux à payer. La différence avec le solde précédent est enregistr  e en variation de provisions pour menaces de sinistres.

- Sur garanties spécifiques non modélisables en période de validité

Lors de chaque arrêté comptable, une estimation des sinistres futurs est effectu  e à partir d'une comparaison entre le cours garanti et le cours de marché pour le terme restant à courir, estimé sans prendre en compte d'hypothèse d'entrée en vigueur :

- Les   ch  ances dont le cours garanti ressort supérieur au cours de marché font l'objet d'une provision correspondant à la différence actualis  e entre les flux à payer valorisés au cours garanti et les flux à recevoir valorisés au cours de marché.

La provision constitu  e est inscrite au passif et la différence avec le solde précédent est enregistr  e en variation de provisions pour sinistres.

- Les   ch  ances dont le cours garanti ressort inférieur au cours de marché ne donnent pas lieu à la comptabilisation de flux à recevoir.

- Sur garanties mutualisables et spécifiques modélisables & non modélisables en période de réalisation

A partir de l'entrée en vigueur du contrat commercial sous-jacent à la garantie, la survenance des flux futurs de sinistres est certaine et le cours garanti définitif est fixé.

Lors de chaque arrêté comptable, la valeur actuelle des flux futurs de sinistres sur l'ensemble des garanties en cours de réalisation est déterminée en fonction du cours de marché de la devise pour la durée restant à courir estimée de chaque flux.

Elle est inscrite dans un compte de provision pour sinistres repris à l'actif, s'il s'agit de flux à recevoir, ou au passif, s'il s'agit de flux à payer.

La différence avec la valeur précédente du flux est enregistrée en variation de provisions pour sinistres.

- Soutles

Le passage de la période de validité à la période de réalisation d'une garantie conduit au transfert de la garantie et au calcul d'une soulte bilatérale du portefeuille d'origine « potentiel » (période de validité) vers le portefeuille de destination « certain » (période de réalisation), celle-ci étant égale à la valorisation de la garantie le jour de l'entrée en vigueur du contrat commercial.

Ces soultes sont enregistrées en compte de récupération et d'indemnisation lors de chaque arrêté comptable.

- Prestations payées ou reçues

A chaque échéance du contrat commercial, la comparaison entre le cours garanti et le cours de marché conduit selon le cas à l'émission d'un décompte de prestations payées (indemnités pour perte de change) ou de prestations reçues (récupérations pour bénéfice de change) enregistré en compte de résultat.

Les prestations sont enregistrées par exercice de souscription.

2.4.3 Opérations de marché

Les opérations de marché sont gérées en portefeuille correspondant aux types et à la période des garanties de change couvertes.

L'enregistrement comptable de ces opérations de marché suit le principe général du marked- to-market, s'agissant de contrats liquides faisant l'objet d'une cotation permanente sur le marché.

- Provisions pour sinistres

Lors de chaque arrêté comptable, la valeur des contrats d'opérations de marché est enregistrée en compte de régularisation au bilan pour leur prix observé sur le marché et les variations par rapport au solde comptable précédent sont enregistrées en variation de provision pour sinistres sous la rubrique des « opérations de couverture ».

- Soutles

Le transfert d'une opération de marché d'un portefeuille à un autre conduit au calcul d'une soulte, versé par le portefeuille actuel au portefeuille précédent dont est originaire l'opération, égale à la dernière valorisation connue de l'opération avant son changement d'affectation.

Ces soultes sont enregistrées en compte de résultat lors de chaque arrêté comptable.

- Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie échus rattachés à ces contrats sont immédiatement comptabilisés en compte de résultat (dépendant de la nature de l'opération et du sens du flux, perte ou gain) et figurent sous la même rubrique « opérations de couverture ».

2.4.4 Engagements donnés et reçus

Les engagements Hors Bilan recouvrent les instruments de couverture utilisés pour protéger les garanties délivrées en cas d'évolution défavorable du cours garanti. Les engagements donnés correspondent au montant des ventes de devise de référence (Euro) contre devise, et les engagements reçus au montant des achats de devise de référence (Euro) contre devise.

2.5 ASSURANCE CAUTION

Pour toute entreprise dont le besoin de caution exprimé au titre d'une opération export spécifique aboutit à l'attribution d'une enveloppe, une banque peut demander à travers une demande d'agrément, l'ouverture d'une ligne pour garantir le risque de non-paiement des cautions qu'elle est prête à lui consentir en cas d'appel de celles-ci.

Les cautions émises sont enregistrées sur chaque ligne afin de valoriser l'encours réel des risques et facturer les primes.

2.5.1 Primes

- Primes émises

Les primes émises sont calculées d'avance pour chaque trimestre calendaire sur le montant des cautions émises.

Les primes émises sont enregistrées en résultat lors de l'émission du décompte.

- Primes non acquises

Aucune provision pour prime non acquise n'est comptabilisée.

- Primes à émettre

Lors de chaque arrêté comptable, le montant des primes non encore émises sur des cautions en vigueur, au titre d'agréments portant sur des entreprises non dégradées, est enregistré en primes à émettre.

Aucune prime à émettre n'est comptabilisée au titre d'agréments portant sur des entreprises dont la situation financière est dégradée.

2.5.2 Sinistres

- Provision pour sinistres futurs (IBNR)

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistres futurs est comptabilisée. La provision pour sinistres futurs est calculée sur les cautions en vigueur sur des entreprises dont le risque n'est pas dégradé, sur l'hypothèse de la couverture des sinistres par les primes.

- Provision complémentaire

En cas de dégradation de la situation financière d'une entreprise, une provision complémentaire, égale à la probabilité de défaut des entreprises, peut être constituée lors de l'arrêté comptable. Elle se substitue à la provision pour sinistres futurs.

- Provision pour menaces de sinistres

Le risque de non-paiement se réalise dès lors que l'appel d'une caution reste impayé par l'entreprise à son échéance. La déclaration de menace de sinistre par l'assuré constitue le fait générateur du risque d'indemnisation.

Lors de chaque arrêté comptable, pour chaque menace de sinistre déclarée et non encore indemnisée, une provision pour menace de sinistre est comptabilisée. La provision est égale au montant (solde) des échéances déclarées impayées affectées de la quotité garantie.

- Préviation de récupération sur menaces de sinistre

Lors de chaque arrêté comptable, une préviation de récupération est estimée et comptabilisée pour chaque menace de sinistre provisionnée en fonction du fait générateur de sinistre et de la situation juridique de l'entreprise.

- Indemnités

Les indemnités sont versées à l'assuré à la fin du délai constitutif de sinistre. Elles sont enregistrées en compte de résultat dès l'émission du décompte.

L'indemnisation de l'assuré fait naître un droit à récupération auprès de l'entreprise débitrice. L'enregistrement de ce droit vient en diminution de la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif. Les créances inscrites à l'actif incluent la part à récupérer pour le compte de l'assuré. Cette part est comptabilisée au passif du bilan dans les autres dettes envers les assurés.

- Récupérations

Les règlements perçus par l'assuré après indemnisation donnent lieu à récupérations enregistrées en résultat dès l'émission du décompte.

Les récupérations perçues sont enregistrées en diminution des créances.

- Dépréciation du droit à récupération

Lors de chaque arrêté comptable, la part non récupérable des créances est appréciée en fonction de la situation juridique de l'entreprise et des perspectives de recouvrement.

2.5.3 Engagements donnés et reçus

Le solde disponible des agréments n'ayant pas encore fait l'objet d'émission de cautions est enregistré à hauteur du montant garanti en engagements Hors Bilan dans le tableau des engagements reçus et donnés.

2.5.4 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017.

2.6 ASSURANCE DES CREDITS DE PREFINANCEMENT

Pour toute entreprise dont le besoin de préfinancement exprimé au titre d'une opération export spécifique aboutit à l'attribution d'une enveloppe, une banque peut demander à travers une demande d'agrément, l'ouverture d'une ligne pour garantir le crédit qu'elle est prête à lui consentir.

Les tirages (ou utilisations) du crédit sont enregistrés sur chaque ligne afin de valoriser l'encours réel des risques et facturer les primes.

2.6.1 Primes

- Primes émises

Les primes émises sont calculées chaque mois calendaire sur le montant des utilisations des lignes de crédit garanties.

Les primes émises sont enregistrées en résultat lors de l'émission du décompte.

- Primes non acquises

Aucune provision pour prime non acquise n'est comptabilisée.

- Primes à émettre

Lors de chaque arrêté comptable, le montant des primes non encore émises sur les utilisations des lignes de crédit en cours est enregistré en primes à émettre.

Aucune prime à émettre n'est comptabilisée au titre d'agréments portant sur des entreprises dont la situation financière est dégradée.

2.6.2 Sinistres

- Provision pour sinistres futurs (IBNR)

Lors de chaque arrêté comptable, une provision pour sinistres futurs est comptabilisée. La provision pour sinistres futurs est calculée sur les tirages en cours des entreprises dont le risque n'est pas dégradé sur l'hypothèse de la couverture des sinistres par les primes.

- Provision complémentaire

En cas de dégradation de la situation financière d'une entreprise, une provision complémentaire, égale à la probabilité de défaut des entreprises, peut être constituée lors de l'arrêté comptable. Elle se substitue à la provision pour sinistres futurs.

- Provision pour menaces de sinistres

Le risque de non-paiement se réalise dès lors que le crédit n'est pas remboursé par l'entreprise à son échéance. La déclaration de menace de sinistre par l'assuré constitue le fait générateur du risque d'indemnisation.

Lors de chaque arrêté comptable, pour chaque menace de sinistre déclarée et non encore indemnisée, une provision pour menace de sinistre est comptabilisée. La provision est égale au montant (solde) des échéances déclarées impayées affectées de la quotité garantie.

- Prévision de récupération sur menaces de sinistre

Lors de chaque arrêté comptable, une prévision de récupération est estimée et comptabilisée pour chaque menace de sinistre provisionnée en fonction du fait générateur de sinistre et de la situation juridique de l'entreprise.

- Indemnités

Les indemnités sont versées à l'assuré à la fin du délai constitutif de sinistre. Elles sont enregistrées en compte de résultat dès l'émission du décompte.

L'indemnisation de l'assuré fait naître un droit à récupération auprès de l'entreprise débitrice. L'enregistrement de ce droit vient en diminution de la charge de sinistre et se matérialise par une créance portée à l'actif. Les créances inscrites à l'actif incluent la part à récupérer pour le compte de l'assuré. Cette part est comptabilisée au passif du bilan dans les autres dettes envers les assurés.

- Récupérations

Les règlements perçus par l'assuré après indemnisation donnent lieu à récupérations enregistrées en résultat dès l'émission du décompte.

Les récupérations perçues sont enregistrées en diminution des créances.

- Dépréciation du droit à récupération

Lors de chaque arrêté comptable, la part non récupérable des créances est appréciée en fonction de la situation juridique de l'entreprise et des perspectives de recouvrement.

2.6.3 Engagements donnés et reçus

Le solde disponible des agréments n'ayant pas encore fait l'objet de tirages de crédit est enregistré à hauteur du montant garanti en engagements Hors Bilan dans le tableau des engagements reçus et donnés.

2.6.4 Provision pour frais de gestion et d'administration futurs

Dans les comptes de Bpifrance Assurance Export, les frais de gestion et d'administration futurs ne sont plus calculés depuis l'exercice 2017. »

2.7 FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION NAVALE

Bpifrance Assurance Export tiendra dans ses livres des clés de compte permettant d'isoler les comptabilisations liées au financement de la construction navale, dont la procédure est détaillée en annexe 7. Des sous-comptes enregistreront distinctement les encaissements et décaissements par Bpifrance Assurance Export pour le compte de l'État au titre du dispositif.

Les écritures portées par Bpifrance Assurance Export devront correspondre aux encaissements et décaissements relatifs au financement de la construction navale :

- les commissions (commissions d'engagement, commissions de garantie et surprime) et les frais et débours reçus de chaque société avec laquelle une convention d'émission aura été préalablement conclue ;
- les récupérations et les remboursements par toute société avec laquelle une convention d'émission aura été préalablement conclue des sommes payées par Bpifrance Assurance Export après appel d'une ou plusieurs garanties financières ;
- les frais, en ce compris les frais et honoraires de prestataires ou de conseils, convenus entre les parties.

S'il apparaissait que des encaissements et décaissements en relation avec le financement de la construction navale n'étaient pas repris dans les listes qui figurent ci-dessus, l'État et Bpifrance Assurance Export devront se concerter pour convenir du sort à leur donner.

2.8 PROCEDURE DE STABILISATION DES CREDITS A L'EXPORTATION

Bpifrance Assurance Export tiendra dans ses livres des clés de compte permettant d'isoler les comptabilisations liées à la procédure de stabilisation des crédits à l'exportation, dont la procédure est détaillée en annexe 7. Des sous-comptes enregistreront distinctement les décaissements et les encaissements par Bpifrance Assurance Export pour le compte de l'État au titre du dispositif. Ces encaissements et décaissements sont définis comme suit :

- (i) Bpifrance Assurance Export porte en recettes les liquidations qu'elle reçoit au titre de la stabilisation.
- (ii) Bpifrance Assurance Export porte en dépenses les liquidations qu'elle verse au titre de la stabilisation.

3. ORGANISATION COMPTABLE RELATIVE A LA TRESORERIE

3.1 Dispositions générales

Bpifrance Assurance Export met en place une comptabilité propre à l'activité des Garanties et des Financements, en recensant les opérations en dépenses et recettes pour chaque Garantie et chaque Financement, correspondant respectivement aux décaissements et aux encaissements effectués. Les Garanties et les Financements doivent être traités de manière différenciée, de telle sorte que l'ensemble des opérations puissent être identifiées.

La DG Trésor doit pouvoir accéder à tout moment aux informations détaillées composant les opérations en dépenses et recettes et à tout document ou information complémentaires justifiant les montants reportés. Les Parties pourront se concerter par la suite en vue de faire évoluer le contenu et le format des informations échangées.

3.2 Concernant les Garanties

Bpifrance Assurance Export centralise mensuellement l'ensemble des décaissements et des encaissements au cours du mois précédent, et les présente de manière agrégée (les encaissements et les décaissements seront par ailleurs détaillés par opération) selon la ventilation retenue en recettes et dépenses dans les sections correspondantes du compte de commerce 915 (« soutien financier au commerce extérieur »), incluant les Garanties mentionnées au h) de l'article 3 de la Convention, pour laquelle une section spécifique sera créée au sein du compte de commerce 915.

Bpifrance Assurance Export communique mensuellement les informations nécessaires à l'imputation budgétaire et comptable des opérations dans les comptes de l'Etat. L'état des encaissements et des décaissements déclinés par sous-section et ligne de recette et de dépense du compte de commerce 915 (« soutien financier au commerce extérieur »), qui constituent le « **Mensuel de Trésorerie** », est transmis le 14 du mois suivant (ou le cas échéant, le premier jour ouvré suivant ce jour).

Les dépenses susvisées sont remboursées par l'Etat de façon la plus concomitante possible, en tenant compte du délai incompressible de traitement de la dépense (environ 5 jours ouvrés) suivant la réception de l'état des décaissements. Les recettes susvisées sont reversées à l'Etat au plus tard trois jours ouvrés suivant la réception de l'indemnité. Le reversement à l'Etat des recettes perçues par Bpifrance Assurance Export est effectué sur le compte d'opération ouvert à la Banque de France N° FR7630001000640000009002707 du contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'économie et des finances. Le remboursement par l'Etat des charges supportées par Bpifrance Assurance Export est effectué, individuellement pour chaque procédure, sur le compte ouvert chez Natixis intitulé « BPIFRANCE AE – Financier », code IBAN FR7630007999990429820500076.

Le solde des flux relatifs aux opérations liées aux couvertures de change est traité, suivant son caractère positif ou négatif, comme une recette ou une dépense.

La survenance d'une opération exceptionnelle, correspondant à un décaissement individuel de Bpifrance Assurance Export de plus de 4 M€ (ou montant équivalent en devise), fera l'objet d'une information spécifique de la DG Trésor, qui prendra les mesures nécessaires auprès des services de l'Etat concernés pour assurer le remboursement de Bpifrance Assurance Export en cours de mois. L'opération concernée sera dûment distinguée dans le reporting du mois concerné. Compte tenu du traitement ex ante de ces décaissements, ils ne pourront être remis à la charge de Bpifrance Assurance Export a posteriori. Les Parties reconnaissent qu'afin de respecter les délais de remboursement, il est souhaitable d'obtenir une réponse dans les 8 jours ouvrés. Cette procédure ne s'applique pas aux flux relatifs aux opérations liées aux couvertures de change.

Les parties conviennent de revoir ce seuil pour la procédure de stabilisation des crédits à l'exportation dans le cas où les perspectives d'évolution des taux conduiraient à des volumes de décaissements supérieurs à 4 M€ importants.

3.3 Concernant les Financements

Bpifrance Assurance Export s'engage à respecter les procédures de gestion budgétaire et comptable propres aux Financements en vigueur. Les principes suivants devront notamment être appliqués :

- i) suite à l'engagement préalable, la DG Trésor devra confirmer, son accord pour le décaissement des fonds par Bpifrance Assurance Export considérant que la DG Trésor aura veillé au préalable à l'existence du visa du contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'économie et des finances pour toute dépense supérieure à 500.000 € ;
- ii) les opérations seront intégrées nativement dans les comptes de l'Etat et devront pouvoir être retracées dans le Mensuel de Trésorerie transmis s par Bpifrance Assurance Export ;
- iii) Suite à la transmission par Bpifrance Assurance Export du Mensuel de trésorerie et à l'ordonnancement de la dépense par la DG Trésor, les versements et encaissements par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'économie et des finances seront réalisés mensuellement.

Bpifrance Assurance Export s'engage à ne réaliser aucun décaissement avant accord formalisé de la DG Trésor, sinon sa responsabilité pourrait être engagée pour faute de gestion.

Bpifrance Assurance Export centralise mensuellement, dans le Mensuel de Trésorerie, l'ensemble des décaissements et des encaissements réalisés au cours du mois précédent, et les présente de manière agrégée ainsi que de manière détaillée, pour chacun des Financements, qui dépendent respectivement du :

- compte de commerce 904 (« lancement de certains matériels de guerre ») pour la procédure d'avances remboursables pour les opérations de lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés (« article 90 ») ;
- programme 851 (« Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France ») pour les prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France (« Prêts du Trésor ») ;
- programme 862 (« Prêts pour le développement économique et social ») pour les prêts pour le développement économique et social (« Prêt FDES ») ;
- programme 110 (« Aide économique et financière au développement ») et programme 363 « Compétitivité » pour les dépenses du fonds d'études et d'aires au secteur privé (« Fasep »).

Après vérification par la DG Trésor et certification du service fait, les décaissements seront ensuite remboursées à Bpifrance Assurance Export, en tenant compte du délai incompressible de traitement de la dépense (environ 5 jours ouvrés) suivant la réception du Mensuel de Trésorerie, via les comptes de commerce 904 (« lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ») et 915 (« soutien financier au commerce extérieur »), les programmes 851 (« Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France ») et 862 (« Prêts pour le développement économique et social) ainsi que les programme 110 « Aide économique et financière au développement » et 363 « Compétitivité », selon la répartition précisée ci-dessus.

Le reversement à l'Etat des recettes perçues par Bpifrance Assurance Export est effectué, individuellement par procédure, sur le compte d'opération ouvert à la Banque de France N° FR7630001000640000009002707 du contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'économie et des finances. Le remboursement par l'Etat des charges supportées par Bpifrance

Assurance Export est effectué, individuellement pour chaque procédure, sur le compte ouvert chez Natixis intitulé « BPIFRANCE AE – Financier », code IBAN FR7630007999990429820500076.

La survenance d'une opération exceptionnelle, correspondant à un décaissement individuel de Bpifrance Assurance Export de plus de 10 M€ (ou montant équivalent en devise), fera l'objet d'une information spécifique de la DG Trésor, qui prendra les mesures nécessaires auprès des services de l'Etat concernés pour assurer le remboursement de Bpifrance Assurance Export en cours de mois. L'opération concernée sera dûment distinguée dans le reporting du mois concerné et sera décomptée du montant total mensuel dû à BPI pour le dispositif concerné. Les Parties reconnaissent qu'afin de respecter les délais de remboursement, il est souhaitable d'obtenir une réponse dans les 8 jours ouvrés. Le remboursement des opérations exceptionnelles donnera lieu à un virement bancaire de l'Etat sur le compte ouvert chez Natixis intitulé « BPIFRANCE AE – Financier », code IBAN FR7630007999990429820500076.

4. TRAITEMENT SPECIFIQUE LIE AU MENSUEL DE TRESORERIE

4.1 Prise en compte des opérations en devises.

Les opérations en devises effectuées par Bpifrance Assurance Export dans le cadre de son mandat seront intégrées en euros à l'ensemble des encaissements et des décaissements recensés mensuellement pour chaque procédure.

Les écarts de change latents relatifs aux Garanties et aux Activités seront supportés par l'Etat conformément à l'article 3 de l'annexe 4 relative à la gestion de trésorerie

4.2 Fin d'année.

Aucune opération exceptionnelle, dont la survenance serait portée à la connaissance des services de l'Etat lors des 20 derniers jours du mois de décembre N, ne pourra être validée ou indemnisée par l'Etat avant les premiers jours ouvrés du mois de janvier N+1. Toutefois, en cas d'événement particulier ou à très forts enjeux financiers, défini au cas par cas et selon l'appréciation concertée des Parties, des mesures de régularisations individuelles de certaines opérations de fin d'année pourront être mises en œuvre jusqu'au dernier jour ouvré de l'année N. Les modalités seront définies conjointement, sous réserve des possibilités techniques et réglementaires existantes.

Cela pourra concerner à la fois des encaissements perçus par Bpifrance Assurance Export à reverser à l'Etat ou des décaissements décaissés par Bpifrance Assurance Export à indemniser par l'Etat, sur la période du 10 au 31 décembre N. Les opérations concernées seront dûment distinguées dans le reporting du mois de décembre N produit en janvier N+1 et donneront lieu à la transmission de justificatifs individuels.

5. REPORTING MENSUEL DE TRESORERIE

5.1 Méthodologie

Les flux de trésorerie d'encaissements (recettes) et de décaissements (dépenses), qui permettent de constituer le Mensuel de trésorerie, sont déterminés à partir des flux de trésorerie quotidiens enregistrés sur les différents Comptes de gestion courantes de Bpifrance Assurance Export. Aucune information afférente aux engagements (exemple : encours, arriérés, ...), ne pourra être intégrée dans les reportings mensuels de trésorerie.

Une fois les procédures comptables liées aux Financements intégrées, les recettes et dépenses sont regroupées par Garantie (dans un seul onglet) et Financement (dans un onglet distinct par Financement) dans le Mensuel de trésorerie. L'ensemble des décaissements seront présentés par ailleurs de manière détaillée, opération par opération. La DG Trésor a ensuite la responsabilité de vérifier la conformité des

opérations présentées par procédure, puis de les transmettre au contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'économie et des finances.

Les opérations exceptionnelles, correspondant à un décaissement individuel de Bpifrance Assurance Export de plus de 4 M€ (ou montant équivalent en devise) pour les Garanties, et de plus de X M€ (ou montant équivalent en devise) pour les Financements, et qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique, seront présentées distinctement dans le Mensuel de trésorerie.

5.2 Liste des recettes

La liste des recettes sera enregistrée selon la nomenclature suivante :

- **Concernant les Garanties**

Section 1 - Assurance-crédit - investissement

11 – Primes et commissions d'engagement

Les primes d'assurance-crédit et d'assurances investissement correspondent aux primes et aux commissions d'engagement versées par les assurés bénéficiant d'une assurance-crédit ou d'une assurance investissement. Elles sont enregistrées lorsqu'elles sont émises :

S'agissant des polices exportateurs :

- Soit en totalité à la signature de la police
- Soit en partie à la signature et le solde en une ou plusieurs échéances

S'agissant des polices banques :

- Soit en totalité à la signature de la police
- Soit en totalité au premier tirage sur le crédit acheteur
- Soit au fur et à mesure des tirages sur le crédit acheteur

Les primes et commissions d'engagement sont matérialisées par l'enregistrement de décomptes de primes et de décomptes de commission d'engagement.

12 – Récupérations :

Lorsque Bpifrance Assurance Export procède au recouvrement, il enregistre la recette correspondante, au titre de la quotité garantie et de la quotité non garantie. Lorsque l'Assuré procède au recouvrement, Bpifrance Assurance Export enregistre la recette pour la seule quotité garantie.

13 – Remboursement en capital et intérêts des prêts et avances consentis

Sans objet.

14 – Recettes de réassurance

Les recettes de réassurances correspondent aux recettes perçues au titre de l'activité de réassurance lorsque Bpifrance Assurance Export agit en tant que réassureur de la transaction. Elles correspondent aux recettes perçues pour le bénéfice d'une assurance-crédit lorsque celle-ci est octroyée à un autre assureur-crédit au titre d'un dossier ayant fait l'objet d'une instruction, qu'elles proviennent de primes acceptées, de récupérations sur des sinistres au titre de primes acceptées, d'indemnisations de sinistres cédés ou frais accessoires de sinistre cédés

Les flux de recettes de réassurance se matérialisent par des décomptes de réassurance émis par l'assureur crédit en charge de la gestion de la police d'assurance.

15 – Recettes diverses et accidentelles ; produits financiers ; bénéfices de change

Les recettes diverses et accidentelles correspondent :

- aux autres produits d'assurances, autres que les primes, commissions d'engagement et récupérations ;
- aux produits financiers liés aux placements
- aux écarts de change (plus-value) constatés sur des flux en devises.
- Au profit de change latent calculé à partir des soldes en devises des comptes de bilan à la fin d'une période, et du cours de devise du dernier jour ouvré de cette même période.

16 – Versements du budget général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie

17 – Reversement des fonds mis à disposition de Bpifrance Assurance Export

Sans objet.

Section 2 – Assurance-prospection

21 – Primes

Les primes correspondent aux montants de primes versées par les assurés bénéficiant d'une assurance-prospection.

Les primes sont matérialisées par des décomptes de primes.

22 – Récupérations

Les récupérations correspondent aux reversements issus des contrats d'assurance-prospection.

Les annulations de contrat correspondent au remboursement d'indemnité versée.

Les récupérations se matérialisent par un décompte de liquidation partielle ou totale dont le solde est à régler par l'assuré. Les annulations de contrat se matérialisent par un décompte d'annulation de contrat.

25 – Recettes diverses et accidentelles

Les recettes diverses et accidentelles correspondent :

- aux reversements de récupérations liés au recouvrement clients délégué à des tiers externes ;
- intérêts facturés dans le cadre des plans de paiement associés aux récupérations en période d'amortissement.

Ces recettes sont matérialisées par des factures de tiers extérieurs et les plans de paiement aux assurés

26 – Versements du budget général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie.

Section 3 – Change

31 – Primes

Les primes correspondent aux montants de primes versées par les assurés bénéficiant d'une assurance de change contre la variation de la valeur d'une devise étrangère, au titre d'un contrat, d'une négociation ou d'un flux de factures.

Les primes sont matérialisées par des décomptes de primes.

32 – Récupérations

Les récupérations correspondent aux versements des bénéfices de change de l'entreprise.

Les récupérations sont matérialisées par des décomptes de bénéfice de change.

33 – Solde bénéficiaire des opérations de couverture du risque monétaire

Le solde des opérations de couverture – positif ou négatif – vise à compenser le déficit ou le bénéfice lié aux opérations de garantie de change (en fonction de l'évolution des cours de change par rapport aux cours garantis).

La recette est matérialisée par l'enregistrement comptable de l'ensemble des opérations de couverture (achats/ventes à terme de devises, achats/ventes d'options de change, achats/ventes de contrats de taux à terme) retracées dans le livre des opérations (« trading book ») du logiciel de gestion des instruments financiers lorsque le solde de celle-ci est excédentaire.

35 – Recettes diverses et accidentelles ; Bénéfices de change

Les recettes diverses et accidentelles correspondent à la facturation de pénalités ; elles se matérialisent par des décomptes de pénalité.

36 – Versements du budget général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie.

Section 4 – Risque économique

Sans objet.

Section 5 – Risque exportateur

51 – Primes

Les primes correspondent aux montants de primes versées par les assurés bénéficiant d'une assurance contre le risque exportateur (caution et préfinancement).

Les primes se matérialisent par des décomptes de primes.

52 – Récupérations

Lorsque Bpifrance Assurance Export procède au recouvrement il enregistre la recette correspondante, au titre de la quotité garantie et de la quotité non garantie. Lorsque l'Assuré procède au recouvrement, Bpifrance Assurance Export enregistre la recette pour la seule quotité garantie.

55 – Recettes diverses et accidentelles

56 – Versements du budget général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie

Section 6 - Financement de la construction navale

61 - Primes

62 - Récupérations

65 - Recettes diverses et accidentelles

66 - Versements du budget général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie

Section 7 – Cap Franceexport et Cap Franceexport +

71 – Primes et Commission d'engagement

72 – Récupérations

75 – Recettes diverses et accidentelles et produits financiers

76 – Versements du Budget Général

Ces versements correspondent aux avances dans le cas d'une opération exceptionnelle ainsi qu'au remboursement des dépenses du Mensuel de Trésorerie

Section 8 – Stabilisation de taux d'intérêt

Les sous-comptes ci-après relatifs aux opérations de couverture ne seront pas utilisés par Bpifrance Assurance Export.

81 - Intérêts favorables sur stabilisation en euros

82 - Intérêts favorables sur swaps en euros

83 - Intérêts favorables sur stabilisation en USD

84 - Intérêts favorables sur swaps en USD

85 - Intérêts favorables sur stabilisation en devises

86 - Intérêts favorables sur swaps en devises

87 - Recettes au titre des coûts de rupture

88 - Versements du budget général

- **Concernant la procédure d'avances remboursables pour les opérations de lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés (« article 90 ») - compte de commerce 904 ;**

Les recettes correspondent aux fonds reçus pour le remboursement par l'emprunteur des avances ainsi qu'aux intérêts et à un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise bénéficiant du dispositif au cours de l'année.

- **Concernant les prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France (« Prêts du Trésor ») - compte de concours financiers 851 ;**

Les recettes correspondent aux fonds reçus pour le remboursement par l'emprunteur du principal et des intérêts et des éventuels frais et commissions.

- **Concernant les prêts pour le développement économique et social (« Prêt FDES ») - compte de concours financiers 862 ;**

Les recettes correspondent aux fonds reçus pour le remboursement par l'emprunteur du principal et des intérêts et des éventuels frais et commissions.

- **Concernant les dépenses du fonds d'études et d'aides au secteur privé (« Fasep ») - Programme 110 (action 2) et 363 « Compétitivité »**

Les recettes correspondent aux remboursements perçus au titre des avances remboursables.

5.3 Liste des dépenses

La liste des dépenses sera enregistrée selon la nomenclature suivante :

- **Concernant les Garanties**

Section 1 – Assurance-crédit et assurance-investissement

11 – Restitutions de primes aux assurés

La dépense correspond aux dépenses engendrées par des restitutions de primes aux assurés et l'extinction du bénéfice de la garantie correspondante.

Elle est matérialisée par l'enregistrement comptable des décomptes d'avoir de primes

12 – Indemnisations

La dépense comprend les opérations d'indemnisation en cas de sinistre. Elle est matérialisée par l'enregistrement comptable des décomptes d'indemnités.

12 - Frais accessoires sur sinistres

La dépense comprend les frais accessoires sur sinistre, les frais juridiques et les autres frais directement liés, engagés par Bpifrance Assurance Export agissant pour le compte de l'Etat ou pour le compte de l'Assuré pour la quotité non garantie.

Elle est matérialisée par l'enregistrement comptable des décomptes de prise en charge des frais accessoires ou autres charges techniques ou des factures d'honoraires techniques et de la variation des comptes de bilan « fournisseurs » correspondante.

La dépense comprend également le reversement à l'Assuré de la quotité non garantie d'un recouvrement perçu au préalable.

Cette dépense est matérialisée par l'enregistrement comptable des avis de récupération ou des avis de répartition de l'applicatif de gestion des créances consolidées

12 – Frais juridiques et autres frais directement liés

13 – Versements de prêts et avances

Sans objet.

14 – Dépenses de réassurance

Les dépenses de réassurance sont les dépenses occasionnées au titre de l'activité de réassurance lorsque Bpifrance Assurance Export agit en tant qu'assureur principal : primes cédées, commissions d'engagement cédées, récupérations cédées, indemnités au titre de sinistres acceptés.

Lorsque Bpifrance Assurance Export agit en tant que cessionnaire : avoirs acceptés, indemnités acceptées et frais accessoires de sinistres acceptés.

Ces dépenses sont matérialisées par l'enregistrement comptable des décomptes de cession de primes, récupérations, commissions d'engagement ou des décomptes d'acceptation d'indemnités ou de commissions de gestion

15 – Charges financières

15 – Dépenses diverses et accidentelles

Les dépenses diverses et accidentelles correspondent :

- aux charges financières liées aux placements
- aux écarts de change (moins-value) constatés sur des flux en devises.

A la perte de change latente calculée à partir des soldes en devises des comptes de bilan à la fin d'une période, et du cours de devise du dernier jour ouvré de cette même période.

16 – Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes du Mensuel de Trésorerie

17 – Mise à disposition de fonds à Bpifrance Assurance Export

Sans objet.

Section 2 – Assurance-prospection

22 – Indemnisations, restitutions de primes aux assurés, frais juridiques et autres frais directement liés

Les indemnités se matérialisent par un décompte de liquidation partielle ou totale dont le solde est à régler à l'assuré ou par des factures d'honoraires techniques ou par des restitutions de primes.

25 – Dépenses diverses et accidentelles

26 – Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes visées au Mensuel de Trésorerie.

Section 3 – Change

32 – Indemnisations, restitutions de primes aux assurés, frais juridiques et autres frais directement liés

Cette dépense est matérialisée par l'enregistrement comptable des décomptes d'indemnités (pertes de change), d'avoir sur prime ou de prise en charge des frais accessoires

33 – Solde déficitaire des opérations de couverture du risque monétaire

Le solde des opérations de couverture – positif ou négatif – vise à compenser le déficit ou le bénéfice lié aux opérations de garantie de change (en fonction de l'évolution des cours de change par rapport aux cours garantis).

La dépense est matérialisée par l'enregistrement comptable de l'ensemble des opérations de couverture (achats/ventes à terme de devises, achats/ventes d'options de change, achats/ventes de contrats de taux à terme) retracées dans le livre des opérations (« trading book ») du logiciel de gestion des instruments financiers lorsque le solde celles-ci est déficitaire.

35 – Dépenses diverses et accidentelles

Cette dépense comprend des charges financières de diverses natures (frais bancaires par exemple).

36 – Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes visées au Mensuel de Trésorerie.

Section 4 – Risque économique

Sans objet.

Section 5 – Risque exportateur

52 – Indemnisations, restitutions de primes aux assurés, frais juridiques et autres frais directement liés

Cette dépense est matérialisée par l'enregistrement comptable des décomptes d'indemnités, de prise en charge des frais accessoires ou d'avoir sur prime

La dépense comprend également le reversement à l'Assuré de la quotité non garantie d'un recouvrement perçu au préalable.

Cette dépense est matérialisée par l'enregistrement comptable des avis de récupération

55 – Dépenses diverses et accidentelles

Cette dépense comprend des charges de diverses natures.

56 – Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes visées au Mensuel de Trésorerie.

Section 6 – Financement de la construction navale

62 - Indemnisations

62 - Frais juridiques et autres frais directement liés

65 - Dépenses diverses et accidentelles

66 - Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes visées au Mensuel de Trésorerie.

Section 7 – Cap Francexport et Cap Francexport +

72 - Frais juridiques et autres frais directement liés

72 - Indemnisations

74 - Dépenses de réassurance

75 - Dépenses diverses et accidentelles

75 - Charges financières

76 - Versements au budget général

Ces versements correspondent au versement des recettes visées au Mensuel de Trésorerie.

Section 8 – Stabilisation de taux d'intérêt

Les sous-comptes ci-après relatifs aux opérations de couverture ne seront pas utilisés par Bpifrance Assurance Export.

81 - Intérêts défavorables sur stabilisation en euros

82 - Intérêts défavorables sur swaps en euros

83 - Intérêts défavorables sur stabilisation en USD

84 - Intérêts défavorables sur swaps en USD

85 - Intérêts défavorables sur stabilisation en devises

86 - Intérêts défavorables sur swaps en devises

87 - Versements au budget général

- **Concernant la procédure d'avances remboursables pour les opérations de lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés (« article 90 ») - compte de commerce 904 ;**

Les dépenses correspondent aux décaissements des avances remboursables.

- **Concernant les prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France (« Prêts du Trésor ») - compte de concours financiers 851 ;**

Les dépenses correspondent aux décaissements des prêts.

- **Concernant les prêts pour le développement économique et social (« Prêt FDES ») - compte de concours financiers 862 ;**

Les dépenses correspondent aux décaissements des prêts.

- **Concernant les dépenses du fonds d'études et d'aires au secteur privé (« Fasep ») - Programme 110 (action 2) et 363 « Compétitivité »**

Les dépenses correspondent aux décaissements des dons et avances remboursables.

5.4 Reporting des flux comptables

Le détail du Mensuel de trésorerie est transmis par la DG Trésor à Bpifrance Assurance Export, et pourra être amenée à évoluer, en respectant les principes comptables définies dans cette annexe, et en prenant en compte les outils comptables utilisés par Bpifrance Assurance Export.